Israël, une plaie au cœur du Moyen-Orient I

Le 24-03-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par Panthéa Kian, militante politique iranienne, adhérente du Pardem

Texte rédigé le 30 juillet 2015

Pour la troisième fois consécutive, Benyamin Netanyahou le leader du Likoud (droite nationaliste) gagne en mars 2015 les élections législatives. Il disposera ainsi d'une nouvelle période de 5 ans à la tête du gouvernement. Les électeurs israéliens, en majorité des colons surtout de la dernière génération arrivés des pays d'Europe de l'Est, ont affirmé une fois de plus leur volonté de poursuivre la colonisation illégale des terres palestiniennes et le refus de la reconnaissance du droit palestinien à son Etat souverain sur les terres reconnues par les Accords d'Oslo. Occupation et agression militaires, répression policière et apartheid contre le peuple palestinien, maintien du Proche-Orient en état de guerre permanente : ce sont là les choix d'une majorité d'Israéliens faits par l'élection de Benyamin Netanyahou. Le bilan économique et social d'une décennie de gouvernement Netanyahou est pourtant exécrable. La disparité des revenus dans la société israélienne, en forte augmentation depuis le milieu des années 90, a atteint des sommets. En termes d'inégalités, elle n'a d'équivalents dans le monde « avancé » qu'aux États-Unis. Alors qu'une extraordinaire concentration des richesses se trouve du côté de 1% de la population, la pauvreté relative a plus que doublé en deux décennies pour atteindre 21%. La pauvreté infantile a plus que quadruplé sur la même période pour se situer à 28% et plus [1].

Benyamin Netanyahou est parvenu à transformer l'enjeu social et politique d'un système économique très inégalitaire en une problématique sécuritaire et la peur des Palestiniens en s'appuyant sur le soutien des colons extrémistes qui constituent les piliers de la politique colonialiste du gouvernement. Ce sont eux aussi qui constituent la majorité des soldats de Tsahal et occupent de plus en plus des positions de gradés dans l'armée d'occupation israélienne.

Avec l'aveu de Netanyahou à la veille des élections quant à son engagement pour que l'État palestinien ne voie jamais le jour, les États occidentaux ne peuvent plus masquer les véritables intentions de l'État israélien. A défaut d'une reconnaissance de l'État palestinien par les États-Unis et l'Union européenne, il ne reste plus à l'Autorité palestinienne qu'une seule voie diplomatique pour protéger sa population des agressions futures d'Israël : saisir la Cour pénale internationale et faire condamner l'Israël pour ses crimes contre l'humanité !

Destruction planifiée de Gaza

Deux semaines avant sa dernière agression sur la bande de Gaza, trois adolescents israéliens étaient kidnappés. Malgré le démenti du Hamas de toute implication dans cet enlèvement et tandis qu'aucune preuve ni le moindre indice ne désignent le Hamas selon la police israélienne elle-même, le responsable de l'enlèvement des jeunes est tout désigné d'avance par le gouvernement de Netanyahou. Il est vrai que ce crime sert bien l'objectif de déclenchement d'une autre attaque contre les Palestiniens de Gaza.

Déjà des opérations aériennes préalables aux offensives terrestres dans la bande de Gaza ont été organisées, des centaines de membres du Hamas et tous ses responsables en Cisjordanie ont été arrêtés, des raids ont été opérés sur des bâtiments civils et publics à Gaza et neuf civils ont été tués dans des opérations dites de « recherches ». C'est par d'aussi « futiles » raisons qu'a commencé l'offensive la plus longue, destructrice et meurtrière de toute l'histoire sanglante de l'occupation israélienne de la Palestine depuis la guerre de 1946. Jamais une agression n'avait duré aussi longtemps avec un bilan humain aussi terrible : entre le 8 juillet et 27 août 2014, 2.148 Palestiniens ont été tués dont 500 enfants, des centaines de familles sur plusieurs générations ont été pulvérisées dans leurs logements par des missiles israéliens, on compte 20.000 blessés dont 8.900 gravement mutilés, des quartiers entiers anéantis, 134 usines détruites, des écoles et des hôpitaux ont été ciblés, la quasi-totalité du réseau de distribution d'eau potable a été rendu inutilisable. L'objectif recherché par la coalition de droite et d'extrême droite au pouvoir en Israël était de causer le maximum de victimes et de dommages matériels.

Ce bilan humain et matériel est une véritable intention génocidaire de la société israélienne. Ce crime contre l'Humanité était, selon les sondages publics, soutenu par 82% de la population israélienne et ce, pendant toute la durée des opérations. Pire, 44% des personnes interrogées semblaient ne pas être rassasiées de tant de sang versé et en voulaient encore puisque la popularité de Netanyahou a connu une brusque baisse de 44 points à la signature de l'accord de cessez-le-feu ! Clairement, le message qu'envoie l'électorat israélien aux partis gouvernementaux est que seule une politique criminelle contre les Palestiniens est populaire et leur permettra de se faire élire pour gouverner le pays.

Lors des pourparlers de juillet pour un accord de cessez-le-feu et la recherche d'une solution pérenne entre Palestiniens et Israéliens, Netanyahou avait clairement signifié à ses électeurs qu'il n'avait pas l'intention de se soumettre au respect des droit des Palestiniens, ni dans cet accord ni dans aucun autre : « Nous n'accepterons jamais un accord qui nous oblige à renoncer au contrôle de la sécurité des territoires situés à l'ouest du Jourdain ». Cette déclaration réitérait celle d'un député-ministre de Likoud, Ofir Akunis, réaffirmant la position de son gouvernement concernant la restitution des territoires occupés de la Cisjordanie. Ces territoires « sont le berceau de la nation juive » dit-il avant de rajouter : « aucune nation ne renonce à sa patrie », « revenir aux frontières de 1967 serait un suicide national. » Étant donné que ces territoires occupés de la Cisjordanie sont aussi le berceau de l'État palestinien et la condition nécessaire à sa constitution, ces déclarations sont aussi l'affirmation de l'abandon des termes de l'accord historique entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat concernant la reconnaissance mutuelle et le droit des Palestiniens à un Etat souverain. La messe est ainsi dite !

Avec une société israélienne où la violence contre la population autochtone est institutionnalisée sous toutes ses formes, une population formée à vivre dans un état de guerre permanente avec un État militarisé depuis 70 ans d'un côté, et d'un autre côté un accord mal ficelé et imprécis sur les questions fondamentales, il y a tous les ingrédients d'une nouvelle agression israélienne contre ce territoire. Ban Ki-Moon, le Secrétaire général de l'ONU, a fait preuve de lucidité quand il affirmait au lendemain de la signature de l'accord de cessez- le-feu :

« Tout effort de paix qui ne s'attaquerait pas aux causes profondes de la crise ne ferait que préparer le terrain à un nouveau cycle de violences… Gaza doit revenir sous le contrôle d'un gouvernement palestinien unique et légitime adhérant aux engagements de l'OLP, le blocus de Gaza doit prendre fin. »

Israël, la course a l'abime

Dans les chapitres qui suivent, nous verrons comment l'implantation de la population juive en terre de Palestine s'est faite par vagues successives en provenance d'Europe, jusqu'à la création de l'État d'Israël suivant un plan conçu par la principale puissance coloniale, la Grande-Bretagne, auquel avaient adhéré les dirigeants sionistes notamment Theodor Herzl, l'idéologue sioniste qui avait théorisé la nécessité vitale pour les juifs de se doter d'un Etat le plus tôt possible. Le projet de création d'un Etat juif aussi loin d'Europe qu'en terre de Palestine ne pouvait qu'être approuvé par les Etats occidentaux, empressés d'en finir avec cette plaie ouverte au cœur de l'Europe qui était la question juive.

Le contexte historique dans lequel le sionisme de Theodor Herzl s'est distingué comme une idéologie politique et son cheminement jusqu'à devenir hégémonique malgré son rejet par une grande majorité des juifs européens, est nécessaire pour comprendre sa stratégie conquérante et coloniale. Nous relaterons aussi les événements qui ont abouti à la création de l'Etat israélien par la confiscation des territoires palestiniens et le fort coup de main de la Grande-Bretagne. Les composantes de la résistance palestinienne dans ses différentes expressions politiques feront inévitablement parties de ce récit. Tout comme les manipulations israéliennes pour favoriser l'émergence de l'islamisme radical face à l'OLP laïque, diviser et affaiblir la résistance palestinienne. Faire des mouvements islamiques la force principale de la résistance palestinienne permettrait aussi de justifier une politique agressive enfreignant toutes les règles internationales et les résolutions des Nations Unis sur la Palestine. L'instrumentalisation des négociations de paix était organisée dans le seul but de gagner du temps pour coloniser encore davantage de territoires tout en neutralisant les autorités palestiniennes pendant la durée de ces prétendues négociations. Enfin nous questionnerons la viabilité d'un Etat palestinien indépendant qui s'amenuise de jour en jour par le morcellement de leurs territoires et l'occupation des terres du futur Etat Palestinien par des colonies illégales.

Les juifs allemands de la moitié du XIXe et du XXe siècle

Pour mieux comprendre les motivations de la création d'un Etat juif occidental au cœur du Proche Orient arabe et musulman, malgré la forte opposition d'une majorité des juifs croyants et laïques avec tout Etat se réclamant du peuple juif, il nous faut d'abord revisiter brièvement les conditions d'émergence d'une variante idéologique du sionisme qui s'imposa comme l'ultime solution à la persécution juive par les Etats de l'Europe Occidentale et Orientale au cours des siècles. La société allemande était en effervescence par des aspirations nationales impulsées des guerres de libérations, en ce début du 19ème siècle. A la recherche de son unité, la renaissance de la vie nationale fera le socle de l'État-nation allemand en phase de devenir une réalité politique et juridique.

Les cadres institutionnels et culturels anciens se craquèlent et les juifs allemands accompagnent ces bouleversements dans la société et à l'intérieur de leur propre communauté. Estimant d'un autre âge les traditions communautaires juives qui les mettaient à part de la société et suscitaient les pogroms antisémites, un groupe de jeunes intellectuels juifs ouvrait la voie à la modernité juive en parallèle à la vague de modernité dans le pays, par la publication en 1822 d'un manifeste témoignant de leur détachement d'avec l'autorité communautaire et l'identité juive revendiquée. Dans ce lot de traditions, ils abandonnaient aussi le yiddish [2] pour la langue allemande. Ces revendications étaient parfaitement cohérentes avec le sens de l'évolution des sociétés européennes du 19e siècle qui quittaient la communauté et le territoire pour des États-nations européens. Ce mouvement allait à l'encontre des replis culturels communautaires et la nouvelle génération des juifs allemands se considérait désormais Allemande d'abord, juive ensuite.

De surcroît, le libéralisme idéologique des années 1840 favorisait les appels à l'égalité des droits des juifs dans la société civile allemande. Ce courant libertaire s'était opéré dès 1843 avec l'établissement de l'égalité des juifs et des chrétiens face à la conscription militaire. Les révolutionnaires des États allemands, suivant les révolutions de 1848 en Italie et en France, aspiraient à l'unité nationale et à l'instauration des libertés

politiques. Les juifs allemands étaient les premiers bénéficiaires des mesures démocratiques proclamées par l'État allemand moderne. Il leur accordait le statut de citoyens à part entière. Ainsi, en cette fin du 19e siècle, l'Allemagne est de loin le pays européen le plus tolérant et égalitaire vis-à-vis des juifs. Les services publics voyaient arriver des fonctionnaires juifs et le Parlement de Francfort comptait sept élus juifs parmi ses députés. Grâce à leur intégration sociale et culturelle et le statut de citoyen allemand, l'élite juive, bien formée et d'un esprit méthodique, prenait activement part au développement des sciences et de l'industrie allemande et ne tardait pas à faire partie de la bourgeoisie prospère du pays. Au début du XXe siècle, les juifs possèdent déjà 6 à 7% de la fortune du Reich, représentent 25% des membres des conseils d'administrations des entreprises et 14% des directeurs des grandes entreprises [3] allemandes étaient juifs. Les mariages mixtes entre juifs et chrétiens allemands s'élevaient à 25%, un taux qui témoigne de l'intégration indiscriminée des juifs dans la population allemande.

Le sionisme politique de Herzl

Le sionisme est communément connu comme une seule et même idéologie, représentée par le Mouvement sioniste mondial, une idéologie politique nationaliste fondée par le journaliste et écrivain juif austro-hongrois, Binyamin Zeev en hébreu ou Théodor Herzl en allemand (1860-1904). Profondément marqué par l'affaire Dreyfus en 1894 et les cris de « Mort aux juifs » des foules, il écrivait en 1896 son livre fondateur, Der Judenstaat (l'État juif), basé sur l'idée que l'antisémitisme est inhérent aux sociétés humaines, et que seulement s'ils avaient un pays à eux, les juifs cesseraient d'être considérés comme un problème, une anomalie nationale. L'objectif initial d'Herzl était donc de trouver quelque part dans le monde un « foyer pour les juifs » victimes de siècles de pogroms et d'antisémitisme. Il définit le mode d'introduction et d'installation des juifs dans la terre d'accueil où ils devraient établir un Etat, par des colonies agricoles, l'élément prépondérant de la création d'un État-nation selon lui. En ce sens, le sionisme de Herzl est un projet social et politique où le judaïsme n'a de sens que celui de rassembleur des populations juives d'Europe dans un pays-foyer. Bien que connu comme fondateur du sionisme politique et père de l'Etat d'Israël, Herzl n'est pas le premier à avoir pensé politiquement la question juive.

Le sionisme socialiste de Hess

C'est Moses Hess (1812-1875), philosophe socialiste collaborateur de Marx et Engels, qui fut le fondateur du sionisme politique, mais dans sa version socialiste. Tandis que pour les adeptes du courant moderniste les juifs n'ont en commun qu'une religion, pratiquée par certains, admise par d'autres, pour Hess les juifs possèdent des particularités qui les distinguent des autres populations. Si bien qu'ils devraient former une nation au lieu de chercher à se fondre dans la nation allemande. Hess est le premier penseur juif à donner une lecture politique de la question juive et à évoquer la nécessité de former une nation juive, seul rempart pour les protéger des persécutions. Précédant Herzl sur la question de l'État-nation juif, il est aussi le premier à avoir pensé à bâtir un État juif socialiste en Palestine, une idée qu'il a théorisé dans son livre La Dernière Question Nationale, en 1862. Ce livre n'avait trouvé aucun écho parmi la population juive d'Allemagne qui, à cette époque, loin de vouloir former sa propre nation et fonder un État juif au Moyen-Orient, était en quête de ses droits de citoyens allemands et cherchait à accomplir son assimilation.

Le sionisme mystique de Buber

A l'opposé de la vision conquérante et dominatrice de Hess et Herzl, il y a un autre sionisme, humaniste et altruiste, prôné par le philosophe allemand Martin Buber. La conception de Buber du sionisme est mystico-

judaïque et fondée sur sa philosophie du dialogue et de la rencontre de l'autre. Pour Buber, rencontrer véritablement l'autre n'est possible que s'il est ressenti dans une relation sincère. Ce faisant, l'autre ne sera plus l'autre mais soi-même [4]. C'est le fondement d'une « communauté authentique » construite par des « personnes » et non des individus. Car la personne naît de la relation avec d'autres personnes, quand l'individu est démuni de cette relation. La réunion des individus autour d'une cause, loin de faire la communauté vraie des personnes, n'est qu'un collectif d'individus que réunit un sujet extérieur, tandis que la réunion des personnes, basée sur une relation sincère et de dialogue, fonde la communauté. Buber reprochait au sionisme d'Herzl de vouloir créer un collectif d'individus autour d'un État, alors que la réponse à la question juive doit être pensée de façon intrinsèquement liée au respect des principes spirituels du judaïsme. Selon Buber, le Sion authentique [5] ne passe pas par un projet politique et encore moins par la colonisation ou l'acquisition des terres d'autrui, ni par la conquête du pouvoir et l'établissement d'un État exclusivement juif.

Buber a une philosophie fondamentalement opposée à celle de Herzl, il est mystique proche des soufis d'Orient, quand Herzl est un pur produit de l'Occident belliqueux, conquérant et colonisateur de cette fin du 19e siècle. Buber s'oppose à la solution d'un État juif et lui oppose un État binational où les juifs et les populations autochtones coexisteraient et formeraient un État par le consentement mutuel et comme un projet commun. Un tel État serait alors une institution à l'image de tous, et la société une communauté où l'un est égal à l'autre et où le Je est Tu [6].

Le fabrique de la nation juive

Après des siècles de persécutions et un statut de résidents de second degré et souvent acculés dans des ghettos en marge des sociétés, les juifs allemands obtenaient enfin l'égalité des droits avec les chrétiens allemands et étaient reconnus citoyens à part entière. Mais cette victoire sociale largement soutenue par les 550.000 juifs allemands n'était pas du goût de tout le monde. Les sionistes et les antisémites allemands partageaient la même aversion de cette égalité de fait. Les uns et les autres ne considéraient pas les juifs comme partie intégrante de la nation allemande et s'accordaient à dire que les juifs ne sont pas des allemands mais une nation à part. Le mouvement sioniste de Herzl proclamait le particularisme juif et revendiquait une identité nationale et culturelle distincte. A l'opposé, les juifs allemands avaient en horreur le particularisme prôné par les sionistes qui était le déni de leur droit à l'égalité avec les compatriotes chrétiens. C'est pourquoi lorsque la communauté juive de Munich apprit l'intention du Mouvement sioniste de Herzl de tenir son congrès dans leur ville, elle s'y est opposée avec détermination. Le rabbinat munichois [7] fera savoir l'opposition des juifs de Bavière à la venue des sionistes dans leur ville par une lettre adressée à Herzl, en ces termes :

« *Nous ne voulons pas manquer de vous prévenir qu'il n'y a, de la part des juifs de notre ville, la moindre sympathie pour le mouvement que vous dirigez et que nous pensons que la tenue d'un congrès à Munich ou en Bavière représente un danger pour nos coreligionnaires* ».

Face à une opposition aussi résolue, Herzl décida d'éviter la confrontation et changea le lieu du congrès sioniste en Suisse.

C'est ainsi qu'en août 1897 le premier congrès sioniste s'est tenu à Bâle en Suisse où se réunirent 204 délégués venus de différents pays. Les efforts de Herzl tendaient à convaincre les participants de créer une organisation politique internationale et de fédérer leurs efforts pour trouver un foyer juif et construire leur propre Etat. C'est la genèse de l'Organisation mondiale juive qui encore aujourd'hui réunit les sionistes du monde entier.

Ce premier congrès va surtout définir le programme politique connu sous le nom de « programme de Bâle » qui décidera de la stratégie de colonisation par des paysans, ouvriers et artisans juifs de diverses origines. A

cette époque le choix du pays n'est pas arrêté, certains privilégient l'Amérique du Sud, d'autres l'Afrique ou encore le Moyen Orient.

Buber était encore à cette époque le bras droit de Herzl et le rédacteur en chef de son journal Die Welt, l'organe du mouvement sioniste. Mais plus le projet de l'Etat sioniste de Herzl se précisait et plus Buber se trouvait en désaccord avec lui et finit par s'opposer ouvertement au projet politique du sionisme tel que conçu par Herzl. Convaincu que le projet de Herzl mènerait les juifs à leur perte ou à la perte de leur judaïté, il démissionna du journal et forma la Faction démocratique au sein du Congrès sioniste et mènera une bataille idéologique sans concession contre les sionistes et leurs théories fondatrices. Passionné et résolu, il ne manqua pas de trouver un écho important parmi l'intelligentsia juive et les cercles du socialisme utopique allemand dont il était membre. En 1903, las de se battre à l'intérieur de l'Organisation mondiale sioniste contre ses principes fondateurs, il choisit de la combattre de l'extérieur par l'écriture et la diffusion de ses pensées philosophiques et politiques. Dans un article publié en 1904, l'année de la mort de Herzl, il résumait la vie de celui-ci en ces phrases : « *Il a vécu, bâti, s'est trompé, a fait ce qui est bon et ce qui est discutable pour son peuple* ».

Avec l'avènement du troisième Reich et les événements de 1938 en Allemagne, Buber sera contraint de quitter son pays et de s'installer à Jérusalem où il occupera une chaire d'enseignement de l'anthropologie à l'Université Hébraïque de Jérusalem. Membre du parti Yi'houd (Juif), jusqu'à sa mort en 1965 il n'a cessé de se battre pour une meilleure entente et le dialogue entre Israéliens et Arabes. Aujourd'hui encore la pensée de Buber jouit d'une certaine influence parmi les intellectuels juifs critiques de la gauche israélienne, tant au Parti travailliste que dans les mouvements pour la paix. Pendant de longues années, la philosophie du judaïsme de la liberté de Buber, l'antithèse du nationalisme de l'État sioniste, est défendue et enseignée par des philosophes et historiens comme les professeurs Hugo Bergmann et Gershom Scholem, à l'Université Hébraïque de Jérusalem. Malgré une influence certaine parmi les intellectuels et jusqu'aux fondements théoriques du programme d'une partie de la gauche israélienne, aujourd'hui cette vision sereine et humaniste de la nation et de l'Etat juif est totalement inaudible dans le vacarme créée par la domination de l'extrême droite fascisante sur l'État israélien.

La citadelle de l'impérialisme

Avec son projet de création d'un État réunissant les juifs dispersés aux quatre coins du monde, Herzl allait prospecter le soutien des puissants du moment dont l'empereur Guillaume II d'Allemagne, le Sultan Ottoman Abdül-Hamid III, le pape Pie X et Joseph Chamberlain ministre des colonies britannique. Aucun d'eux pourtant ne montrera d'intérêt au projet de Herzl, sauf le diplomate anglais ! Lors d'un entretien avec Herzl en 1903, Chamberlain lui proposa l'Ouganda, protectorat britannique depuis 1894. Fascinant pays Africain que Winston Churchill surnommera « la perle de l'Afrique », l'Ouganda est situé dans la région des Grands lacs et représente aux yeux de Herzl, qui avait conçu le projet de colonisation par l'agriculture, l'avantage de posséder un sol fertile et des sources aquifères. Aussi, les commerçants arabes fréquentaient ses routes commerçantes depuis des temps anciens et les Européens commençaient à s'y installer à la suite des missionnaires chrétiens, depuis 1877. Ravi de cette proposition, Herzl annonça triomphalement aux délégués du 6eme congrès de 1903 : « Sa Majesté, le souverain de l'empire britannique, vous offre un cadeau, l'Ouganda [8] ». Ce cadeau pourtant suscitera une vive réaction de rejet d'une majorité des participants au congrès, et malgré l'enthousiasme que Herzl éprouvait pour ce choix, il fut contraint de l'abandonner. Malgré ce refus, l'idée d'une terre rassemblant les juifs d'Europe avait trouvé l'adhésion de la puissance coloniale britannique qui y trouvait de multiples avantages, surtout s'il se situait en plein cœur de l'indomptable Orient musulman. C'est la déclaration de Balfour en 1903 qui proclamera la Palestine comme « foyer national pour le peuple juif ». Cela faisait des décennies que la couronne britannique cherchait une solution à la question juive sur son sol, et elle s'est imposée tout naturellement avec leur victoire sur les Ottomans en Palestine : Faire migrer les juifs dans ce territoire !

Le soutien actif de la puissance coloniale britannique au projet sioniste était motivé par l'assurance que Herzl lui donnait dans ses entretiens avec les autorités britanniques comme dans sa profession de foi [9], où l'on peut lire que si l'Occident contribuait à sa création, l'État sioniste serait « un poste avancé de la civilisation, un rempart de l'Europe contre l'Asie, s'opposant à la barbarie ». La couronne britannique reconnaissait en cette idéologie et son futur Etat, la cinquième colonne pour ses desseins impérialistes du Proche et Moyen-Orient et lui offrit l'assistance nécessaire pour la migration des colons et leur implantation sur les terres arabes de Palestine.

Le dirigeant égyptien Abdel Nasser avait bien qualifié Israël de la citadelle de l'impérialisme implantée au cœur de l'Orient.

A la différence de l'Ouganda, la Palestine comme foyer juif trouvait un écho très favorable auprès des sionistes de l'Organisation mondiale juive, qui s'est aussitôt occupée des préparatifs du transfert des colons et la mise en place des moyens financiers pour la colonisation. Deux institutions financières furent alors créées pour apporter les fonds, la Banque nationale juive et le Fonds national juif (FNJ). Le département de la terre du FNJ s'occupait alors de l'achat des terres palestiniennes et de l'installation des colons sur place. Pourtant, en 1948, lors de la déclaration d'indépendance, l'année précédant la création de l'État d'Israël, les terres achetées par les organisations sionistes ne représentaient qu'environ 5,8% de la superficie de la Palestine, selon une estimation de l'ONU. Les prétendus terres achetées par les sionistes étaient en réalité des terres confisquées par la force, par l'expulsion des paysans de leurs champs et le dynamitage méthodique de leurs villages par des groupes sionistes armés. Nous reviendrons sur ces pratiques longtemps occultées qui ont été mises en lumière depuis la fin des années 1980 grâce à l'ouverture des archives israéliennes et britanniques sur la période de la création de l'État d'Israël, en 1948.

La déficience de classe du sionisme

Les dirigeants sionistes cherchaient initialement à gagner la grande bourgeoisie juive à leur cause, ceux-là même qu'on appelait les assimilationnistes, bien intégrés à la société allemande se considérant d'abord germains et ensuite juifs. Les rhétoriques sionistes sur la libération nationale juive et l'émancipation de la domination sociale et raciale n'avaient pas d'attrait dans cette classe sociale qui ne souffrait pas du racisme et de l'antisémitisme des classes populaires. Elle n'avait par ailleurs aucun intérêt économique dans cette fibre nationaliste juive que les sionistes cherchaient à exalter. Au contraire, les sionistes mettaient en danger sa position sociale et son intégration dans la classe dirigeante d'une nation en plein devenir, en parlant de la particularité juive, une race à part, une population distincte. C'était tout ce contre quoi ils avaient tant lutté depuis des générations pour atteindre l'égalité sociale dont ils jouissaient enfin. La classe bourgeoise juive était ainsi foncièrement hostile au sionisme de Herzl et compagnie, fondé sur le départ et le recommencement à partir de zéro. Plus tard quand l'avènement du nazisme obligera cette bourgeoisie juive à migrer vers la Palestine, elle ne s'intégrera pas à l'institution de l'Etat sioniste comme classe sociale et gardera son indépendance voire son hostilité à l'idéologie sioniste partout où elle fondera des implantations, des entreprises industrielles ou des institutions.

Le prolétariat juif allemand, souvent marxiste et communiste, ne s'intéressait pas non plus aux idéaux sionistes. Il se voyait juif, certes, mais allemand ou français, faisant partie de la classe ouvrière du pays où qu'il se trouvait, aspirant non pas à l'émancipation nationale juive mais à l'émancipation de la classe ouvrière. Quoi qu'il en soit, les ouvriers juifs, au contraire des possédants juifs, n'intéressaient pas les sionistes et n'étaient pas la cible de leur propagande. Trop pauvres et trop radicaux politiquement pour plaire aux dirigeants sionistes, conservateurs et pro-capitalistes.

Ainsi par défaut, c'est la petite bourgeoisie juive qui sera désignée comme le pilier social du sionisme et constituera les premiers colons sur les implantations juives en Palestine. C'est encore elle qui sera la base sociale de l'Etat sioniste en territoires occupés, formera les rangs de ses forces militaires. Mais la classe

moyenne est vaste et par définition dépourvue d'une représentation économique homogène. Elle oscille par nature dans les rapports sociaux de production tantôt d'un côté tantôt de l'autre de l'échiquier social. Elle est de ce fait déficiente idéologiquement et déstructurée politiquement. Cela fait beaucoup d'inconvénients pour la fabrication d'une nation, d'un Etat, d'une langue et d'une culture communes à partir de populations d'origines diverses, dans une terre étrangère et face à une population autochtone insoumise. C'est le fondement même de l'Etat israélien qui porte en lui cette tare originelle.

Aujourd'hui encore, le sionisme est en crise et c'est son adaptation idéologique à la psychologie réactionnaire de ces classes qui en est la cause, selon Nakhman Syrkin :

« *A force de courtiser les couches sociales antisionistes, les sionistes ont commis de nombreuses erreurs stratégiques et tactiques qui ont eu un effet désastreux sur l'évolution du sionisme. [10]* »

Le ralliement des persécutés aux arguments des persécuteurs !

Les juifs allemands brillaient dans les domaines scientifiques, artistiques et industriels de l'Allemagne dès cette fin du XIXe siècle. Mais à l'opposé de la bourgeoisie juive entrepreneuriale et ses grandes entreprises du niveau mondial, il y avait la masse des juifs pauvres dont les 80.000 Ostjuden (juifs d'Europe de l'Est) nouvellement arrivés en Allemagne, chassés par les pogroms russes [11]. Pauvres parmi les pauvres, ils ne parlent que le Yiddish [12], langue oubliée par la jeunesse juive assimilée, ils incarnaient les clichés du juif errant que les nouvelles générations avaient eu tant de peine à faire oublier pour garantir leur égalité civile dans la société allemande. L'image renvoyée par ces juifs traditionnalistes vivant en autarcie, heurtait la nouvelle société allemande issue de la nation fraichement constituée, dans laquelle les juifs allemands avaient si bien été intégrés, et ressuscitait les vieux démons antisémites parmi la population. Le particularisme revendiqué des sionistes et les coutumes de ces migrants renforçaient l'idée qu'en effet les juifs, riches ou pauvres, russes ou allemands, représentaient tous une même identité raciale et culturelle caractérisée qui représentait une trop grande dissonance avec la nation allemande pour être considérés citoyens à part entière.

Ainsi donc ce sont d'abord les antisémites qui imposaient aux juifs d'origines et d'identités nationales diverses, une seule et même « identité raciale juive » afin de mieux les exclure du sein de leurs nations. C'est aussi ce même postulat d'identité raciale et nationale que Herzl et ses amis feront leur, se ralliant ainsi à la vision de leurs persécuteurs. Comment des origines et des conditions différentes, des cultures, des langues et des histoires aussi divergentes que celles d'un juif d'Europe et d'un juif d'Afrique pourraient du jour au lendemain former la même perspective d'avenir, la même nation et partager une même idée de l'État ? Face à cette interrogation, les sionistes érigent la religion commune comme une condition nécessaire et suffisante pour former leur nation. La marque de l'identité juive de l'Etat israélien proclamée par Netanyahou et ses alliés de l'extrême droite est issue de cette même représentation primaire de l'Etat et de la nation.

Parmi les juifs allemands qui refusaient d'accepter leur judaïté comme une identité raciale décrétée à la fois par les sionistes et par les antisémites, l'Association centrale des citoyens allemands de confession juive, tenant tête face à l'offensive nazie contre les droits civiques des juifs allemands, déclarait : « *nul ne peut priver les juifs allemands de leur patrie allemande [13].* »

L'Accord Haavara

Au début de l'arrivé d'Hitler au pouvoir, la politique juive des nazis, connue comme le Plan Madagascar, visait leur déportation vers Madagascar. Bien qu'étant une colonie française, les Allemands étaient persuadés

qu'avec la défaite imminente de la France, cette île allait passer dans les mains allemandes. Au cours des négociations secrètes qui se sont déroulées entre les dirigeants allemands et sionistes pour un accord de transfert, ces derniers ont fait changer la destination prévue, en incitant l'État nazi à organiser le départ volontaire des juifs vers la Palestine, notamment par la mise à disposition des navires nécessaires à leur transfert. C'est l'Accord Haavara (accord de transfert) signé le 25 août 1933 entre Hitler et les dirigeants sionistes [14] pour la colonisation de la Palestine sous mandat britannique. Ainsi, comme l'écrivait le chercheur juif américain Edwin Black dans son livre The Transfert Agreement, Hitler était devenu le sponsor économique de l'État juif.

A la suite de cet accord, entre 1933 et 1939, près de 60.000 juifs allemands émigraient en Palestine, volontaires ou fuyant les persécutions antisémites en Allemagne nazie. Dès la fin de la guerre et la chute d'Hitler, le sentiment d'appartenance nationale des juifs allemands à la patrie d'origine prenait le dessus sur l'identité juive inventée par les sionistes, et un grand nombre d'entre eux reprenait le chemin dans le sens inverse pour retourner dans leur foyer véritable en Allemagne.

La constitution du bras armé de l'Etat juif

Parmi les groupes sionistes qui s'installaient en Palestine, impulsés par la déclaration de Balfour ou par l'Accord Haavara, il y avait un noyau de colons armés et entraînés qui étaient de véritables organisations terroristes structurées, les toutes premières du genre au Moyen-Orient, qui constituaient les groupes d'avant-garde de l'État sioniste. Les plus importantes étaient la Haganah (groupe d'autodéfense juive), l'Irgoun (l'ancêtre du Likoud) et le groupe Stern dont la plupart des chefs de gouvernement de la première génération et d'importantes personnalités israéliennes étaient membres, comme Ben Gourion, Jabotinsky, Begin, Sharon, Shamir et Stern. L'Angleterre a joué un rôle important dans la constitution de ces forces armées, notamment par les conseils de son officier militaire Orde Charles Wingate, qui a fait comprendre aux dirigeants sionistes que le projet d'un État juif était irréalisable sans la constitution d'une force armée. C'est cet officier anglais délégué par la Couronne britannique, qui aidera les groupes sionistes à constituer la première organisation paramilitaire juive en Palestine, la Hagana. Rappelons que la contribution des colons juifs à la puissance coloniale anglaise dans la répression de la Révolte arabe, était menée par la même Hagana.

En mai 1939, le 3ème Livre blanc britannique est publié dans un contexte d'hostilités grandissantes entre les populations natives arabes et les émigrants juifs qui continuaient à affluer en grand nombre en Palestine. Ce texte reconnaissait officiellement que l'émigration incessante et sans limite des juifs en Palestine était à l'origine des révoltes arabes. Pour rassurer la population arabe, le Livre blanc mentionnait que « le gouvernement de Sa Majesté déclare aujourd'hui sans équivoque qu'il n'est nullement dans ses intentions de transformer la Palestine en un État juif ». Aussi sous la pression de la mobilisation arabe, « Sa Majesté » a dû ralentir l'arrivée des colons juifs et tenter de calmer les inquiétudes arabes par la promesse que « l'immigration sera maintenue dans les cinq ans à venir ». Cette déclaration n'était pas pour plaire aux organisations juives et perturbait leur plan de colonisation de la Palestine. C'est en représailles à ce changement mineur dans la position anglaise que les groupes terroristes juifs dirigés par Stern s'en prirent à des administrations en posant des bombes dans les centraux téléphoniques, à la poste de Jérusalem et à la radio nationale, provoquant plusieurs victimes civiles notamment parmi les employés. D'autres victimes figuraient déjà dans le répertoire des actions terroristes des organisations juives, notamment par des assassinats aveugles de civils arabes dont plusieurs ouvriers agricoles, proies faciles des tueurs d'Irgoun.

La pratique de la violence par ces organisations prenait une telle ampleur, qu'en juillet 1937, Jabotinsky, un dirigeant sioniste de nature plus modérée, s'offusquant de ces méthodes, les apostrophait en ces termes : « je ne vois nul héroïsme à tirer sur un fellah venu vendre ses légumes à Tel-Aviv, ni le bénéfice politique que nous pourrions en tirer [15] ». Jabotinsky exhortait les membres de ces organisations à de la retenue « aussi longtemps qu'il existera une chance de reconstituer une Légion juive avec le soutien du Royaume-Uni [16] ».

La violence utilisée par le mouvement sioniste contre les habitants natifs de la Palestine, visés par les assassinats aléatoires ou ciblés, la stratégie de colonisation de leurs terres , l'allégeance officielle de ce mouvement aux impérialistes, et son rôle avoué comme rempart des mouvements d'émancipation nationale des peuples du Moyen-Orient, étaient autant d'éléments préfigurant la nature de l'État militaire sioniste en gestation.

L'Orient, terre d'accueil

La Palestine, comme toutes les terres d'islam, représentait l'avantage aux yeux des dirigeants sionistes d'une terre d'accueil et de tolérance. Elle abritait déjà une communauté juive qui y vivait en paix au côté des chrétiens et musulmans.

La devise du congrès sioniste pour le foyer juif était de trouver « une terre sans peuple pour un peuple sans terre », mais la Palestine était une terre peuplée dans une continuité historique plusieurs fois millénaire. Pour changer cette réalité historique, les propagandistes sionistes se sont attelés à la tâche de faire croire que jusqu'à l'arrivée des juifs vers 1880, la Palestine n'était qu'un désert sans peuple ! Ce faisant, ils occultaient les preuves historiques démontrant que non seulement la Palestine était peuplée contrairement au postulat sioniste, mais qu'elle était dotée d'une société bien organisée et prospère à l'arrivée des juifs. L'empire Ottoman qui régnait sur la région durant le XIXe et jusqu'au début du XXe administrait ses territoires, et n'en déplaise aux sionistes, recensait même la population en Palestine comme ailleurs ! Ainsi pour la même période, le recensement ottoman du 1878 donnait pour les principales circonscriptions de Jérusalem, Nablus et Acre, précisément 472.455 habitants dont 403.795 musulmans (85,5%), 43.659 chrétiens (9,2%), 15.001 juifs natifs (3,2%) et environ 10.000 juifs d'origines étrangères (2,1%) » [17].

Les efforts de modernisation et la réorganisation des administrations et les réformes en profondeur des institutions entreprises depuis 1830 par le Sultan Mahmoud II, la construction des routes pavées et la fondation d'une agriculture moderne avec un rendement substantiel, permettaient déjà l'exportation en grandes quantités des produits locaux dont le coton et les fameuses oranges de Jaffa vers l'Europe. Malgré sa courte vie, le Sultan Mahmoud avait réussi à enclencher un développement économique significatif dans les provinces Moyen-orientales de l'Empire, notamment au Liban et en Palestine. Cette dernière avait connue dès 1890 une industrie liée à ses produits agricoles, comme les fabriques de l'huile d'olive, le savon et les cotonnades [18].

Une absurdité métaphysique [19]

Deux accords historiques à 16 ans d'intervalle entre les sionistes et la puissance coloniale anglaise, puis avec l'Allemagne nazie, ont permis à l'Occident de se dégager de sa responsabilité vis-à-vis des juifs d'Europe victimes, des siècles durant, de multiples pogromes et persécutions organisés par les Etats chrétiens d'Europe. Ces accords proposaient la même « solution » à la question juive [20] : les faire émigrer ailleurs ! L'Angleterre suggérait les territoires palestiniens sous son occupation, l'Allemagne hitlérienne n'importe où hors d'Europe.

Le premier est la déclaration de Balfour de 1917, au nom du ministre britannique des Affaires étrangères Arthur James Balfour, qui établissait un contrat colonial avec les sionistes leur permettant dès 1920 la création des premières colonies d'implantations juives en Palestine. Selon cet accord, les juifs ne pouvaient émigrer en Palestine que s'ils obtenaient un « Certificat capitaliste » délivré par les autorités anglaises, prouvant qu'ils possédaient au moins 5.000 $ d'apport personnel.

Le deuxième accord a été conclu entre Hitler et les leaders du Mouvement sioniste en août 1933. Il s'agit de l'Accord de Transfert des juifs allemands vers la Palestine, destination suggérée par les dirigeants sionistes eux-mêmes. Cet accord a permis l'expatriation de près de 60.000 juifs allemands vers la Palestine en échange de la levée du boycott économique des juifs contre le IIIe Reich.

L'histoire précise et détaillée de cet accord de transfert est racontée par l'écrivain et journaliste juif américain d'origine polonaise, Edwin Black dans son livre intitulé The Transfert Agreement [21] , l'Accord de Transfert. En 1933 le Troisième Reich est au pouvoir depuis quelques mois seulement et déjà son économie est menacée par l'embargo britannique et le boycott juif de plus en plus suivi par cette communauté à travers le monde. En riposte à la politique antisémite et les mauvais traitements infligés aux juifs allemands par le régime nazi, les entreprises et consommateurs juifs décidèrent de boycotter les produits allemands, freiner les échanges économiques et dénoncer les contrats signés avec le régime fasciste. Les conséquences économiques de ces mesures ont été durement ressenties par le nouveau pouvoir allemand. C'est dans ce contexte que le 7 août 1933 une délégation de quatre sionistes d'Allemagne et de Palestine, mandatée par un collectif d'institutions juives et sionistes, est chargée d'obtenir du ministère de l'Économie allemande, l'aide à la migration massive des juifs vers la Palestine. La proposition contient une clause fondamentale de garantie de restitution des biens des migrants. L'accord est conclu entre les deux parties et seulement trois jours plus tard, le ministre de l'Economie du Reich promulguait un décret discrètement désigné n° 54/33 officialisant cette entente. Dans la pratique, la restitution des biens juifs se fera en valeur égale sous forme de produits de fabrication allemande, livrés sur place pour être revendus en compensation des biens laissés en Allemagne. Ce faisant, les juifs recevaient l'équivalent de la richesse laissée au pays et l'Allemagne contournait le boycott de ses produits, vendus au Proche Orient par les juifs eux-mêmes !

Début 1935, suivant les termes de l'accord, un bateau rempli de passagers juifs, battant pavillon SS avec le drapeau à la croix gammée et sous le commandement d'un capitaine membre du Parti national-socialiste, avec l'inscription Tel-Aviv sur sa poupe, quittait le port allemand de Bremerhaven à destination de Haïfa en Palestine. Il s'agit là de la plus grande migration des juifs vers la Palestine en son temps, qui a permis la constitution du noyau principal du projet politique sioniste d'occupation et de colonisation de ces territoires.

Nombre de juifs orthodoxes parmi lesquels une partie des rabbins, notamment américains, étaient hostiles au retour des juifs en Israël et encore aujourd'hui une part non négligeable des juifs pratiquants sont farouchement opposés à la construction d'un Etat juif, qui selon eux, contreviendrait aux enseignements du Talmud, le fondement de la loi juive.

En effet, la présence du peuple juif en terre d'Israël est vue par la tradition comme conditionnelle. Dès lors que la société juive n'est plus conforme à certains standards éthiques, dès lors que le droit et la justice y sont bafoués, la présence effective en terre d'Israël n'a plus de sens et l'exil devient le statut normal de l'existence juive. Le lien entre le peuple juif et sa terre persiste mais prend désormais la figure d'un espoir ou d'un idéal. [22]

Dans leur opposition au mouvement sioniste d'Israël, ces fidèles soutiennent la thèse selon laquelle les dirigeants sionistes auraient sciemment laissé des millions de juifs être déportés, en refusant de payer les frais pour leur transfert sur les fonds appartenant à l'Organisation sioniste mondiale, et ce pour la seule et unique raison qu'ils allaient vers d'autres destinations que la Palestine. Parmi de nombreux cas relatés dans leurs écrits, on peut citer :

- La proposition de la Gestapo en 1941 et 1942, du transfert des juifs à raison de 1.000 familles par jour, vers des destinations hors d'Europe via l'Espagne de Franco. Plusieurs conditions étaient posées : laisser tous leurs biens en Allemagne ou en France occupée ; ne pas partir vers la Palestine mais vers les colonies britanniques ou en Amérique du Nord ; débourser 1.000$ par famille. Les leaders sionistes auraient refusé ce marché arguant que seule la Palestine était une destination valable pour les juifs déportés. En effet, consécutivement à un accord entre le Grand Mufti de Jérusalem, Hadj Amine Al-Husseini et l'Allemagne nazi, les transferts des juifs depuis les pays sous

occupation nazie devaient désormais se faire à l'exclusion de la Palestine. Cet accord avait mis un frein au peuplement juif de la Palestine, après la première vague d'immigrés juifs allemands des années 30.

- Le 17 décembre 1942, une motion recevant 277 signatures dans les deux chambres du Parlement anglais, exprimait la nécessité de négocier avec l'Allemagne pour l'évacuation de 500.000 juifs vers les colonies britanniques. Un porte-parole de l'Organisation sioniste mondiale aurait exprimé leur opposition à tout plan d'évacuation qui ne prendrait pas en compte la Palestine comme destination finale.

- Le 16 février 1943, la Roumanie proposait le départ des 70.000 juifs pour 50$ par personne. Deux jours plus tard, le 18 février 1943, Izaak Greenbaum, directeur du Comité de l'Agence juive de sauvetage, disait dans une communication à l'adresse du Conseil exécutif sioniste à Tel-Aviv : « Lorsqu'on m'a posé la question, pouvez-vous payer cette somme sur les fonds de l'Appel de l'Union Juive pour sauver les juifs d'Europe, j'ai dit NON ! Et je le dis encore, NON ! Il faut résister devant cette vague qui pousse les activités sioniste au second plan d'importance. » Le 24 février 1943, Stephen Wise, président du Congrès juif américain, fera une déclaration publique de refus de financement de cette proposition.

- Chaim Weizman, dirigeant de l'Organisation sioniste mondiale, qui sera le premier président de l'Etat d'Israël, déclarait en février 1943 sur le même sujet : « la plus importante partie de la nation juive est déjà en Palestine, ceux qui vivent hors Palestine ne sont pas si importants. » Izaak Greenbaum cité plus haut aurait surenchéri en ajoutant « une vache en Palestine vaut plus que tous les juifs restés en Europe. » [23]

Notes

[1] Paul Krugman, Israel's Gilded Age, 16 mars 2015, New York Times.

[2] Le yiddish est une langue germanique dérivée du haut allemand, avec un apport de vocabulaire hébreu et slave, qui a servi de langue vernaculaire aux communautés juives d'Europe centrale et orientale à partir du Moyen Âge.

[3] François-Georges Dreyfus, « Les juifs en Allemagne »sur http://www.clio.fr cité sur : http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_des_Juifs_en_Allemagne#cite_note-KBITIN-93

[4] Lire Leroy Catherine-Marie, « Martin Buber, précurseur du personnalisme », Approche Centrée sur la Personne. Pratique et recherche 1/ 2005.

[5] Sion est ce qui personnifie la présence et la bénédiction de Dieu.

[6] Ich und Du, Martin Buber, Je et Tu est une œuvre de Martin Buber publiée pour la première fois en 1923.

[7] Elie Barnavi, Histoire universelle des Juifs, Hachette Littérature, 2002.

[8] http://www.herodote.net/15_fevrier_1896-evenement-18960215.php

[9] Publiée sous forme de roman de fiction Terre ancienne, terre nouvelle.

[10] Nakhman Syrkin, Sionisme, textes fondamentaux, Ed. Albin Michel, 1998.

[11] Les pogroms se sont produits entre 1880 jusqu'à la révolution de 1917.

[12] Le yiddish est une langue germanique dérivée du haut allemand, avec un apport de vocabulaire hébreu et slave, qui a servi de langue vernaculaire aux communautés juives d'Europe centrale et orientale à partir du Moyen Âge.

[13] Raul Hilberg, p.9 cité sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_des_Juifs_en_Allemagne#cite_note-KBITIN-93

[14] Edwin Black, The Transfer Agreement : The Dramatic Story of the Pact Between the Third Reich and Jewish Palestine, New York : Macmillan, 1984.

[15] Histoire de la droite israélienne, p.169. Voir aussi la présentation des organisations militaires juives : http://fr.wikipedia.org/wiki/Irgoun#cite_note-Hdi162-22

[16] Histoire de la droite israélienne, p.162, même lien.

[17] Démographie de la Palestine avant 1948, sur le site « Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient http://www.cjpmo.org/DisplayDocument.aspx?DocumentID=19

[18] Lire sur le sujet, l'article La Palestine au XIXe siècle, de l'historien sioniste Walter Laqueur dans Médiapart, 01 juillet 2012, http://blogs.mediapart.fr/blog/berjac/010712/la-palestine-au-xixe-siecle

[19] Un des passagers juif du bateau nazi « Tel-Aviv » à destination de Haïfa en Palestine, aurait qualifié cette situation paradoxale, de « absurdité métaphysique ». Mark Weber, Le Sionisme et le Troisième Reich

[20] L'interrogation qui avait cours dans les pays européens sur la place et le rôle des juifs dans les sociétés chrétiennes.

[21] Edwin Black, The Transfer Agreement : The Dramatic Story of the Pact Between the Third Reich and Jewish Palestine, New York : Macmillan, 1984. Plus de 100 chercheurs, traducteurs et assistants ont travaillé sur la découverte et l'analyse des documents de sources primaires écrites en allemand, français, et polonais. En tout, plus de 20 000 documents provenant de 50 bibliothèques différentes, archives, musées et autres collections sont rassemblées et analysées pour l'écriture du livre.

[22] Terre d'Israël, politique et controverse, Conférence de Shalom Akhshav, 2 décembre 2002, sur http://ghansel.free.fr/territb.html

[23] Toutes les citations sont prises de l'article de Rabin Gedalya Liebermann, Le rôle du Sionisme dans l'Holocaust, sur http://forum.prisonplanet.com/index.php?topic=188257.0 repris du site « Jews against zionism »

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire